

Bouteflika décide de se rendre enfin en Kabylie

Le président Bouteflika se déplacera en Kabylie durant cet été. Même si l'information du déplacement de Bouteflika dans ces deux wilayas de la Kabylie qu'il n'a jamais, faut-il le rappeler, visitées tout au long de ses deux mandats en qualité de chef de l'Etat, n'a pas été encore officiellement communiquée, l'administration a été instruite depuis plusieurs jours déjà pour s'y préparer, nous apprend une source sûre.

Plusieurs réunions tenues secrètes ayant regroupé les chefs des daïras concernées par la visite de travail et d'inspection du chef de l'Etat et les walis ont eu lieu à Tizi-Ouzou et Béjaïa avec des membres du service du protocole, précise notre source.

La date du 25 juin courant aurait été déjà arrêtée pour la visite de Bouteflika dans la capitale du Djurdjura où plusieurs projets devront être inaugurés. On parle, entre autres, de l'inauguration du pôle universitaire de Tamda, de la visite du site devant recevoir la réalisation du nouveau stade de 50 000 places, destiné à l'équipe phare du Djurdjura, la JSK en l'occurrence, et de la réception du projet de la gare multimodale Kaf Naâdja.

A l'occasion de sa première tournée en Grande-Kabylie, Bouteflika annoncera, comme promis lors de sa virée électorale de mars dernier, un «plan spécial des plus conséquents», a-t-on appris de sources concordantes.

Le président Abdelaziz Bouteflika serait l'hôte de la capitale des Hammadites au milieu du mois d'août prochain, selon les mêmes sources.

La date historique du 20 août qui coïncide avec la célébration du 53^e anniversaire du Congrès de la Soummam aurait été retenue pour ce premier voyage de Bouteflika, dans la wilaya de Béjaïa.

Au programme de ce périple du président, la réception du projet de dédoublement de la voie sur la RN 12 sur 10 km entre Oued Ghir et El Kseur, l'inauguration du barrage de Tichy Haf et le port de pêche et de plaisance de Tala Yilef, sur la côte ouest béjaouie, précisent nos sources.

Un programme spécial sera également annoncé en complément du plan quinquennal 2009/2014 lors de sa tournée à Béjaïa. Il convient de rappeler que Bouteflika, qui se rendra pour la première fois en qualité de «président de tous les Algériens» dans la capitale des Hammadites, a effectué trois visites électorales depuis son retour sur la scène politique en 1999.

A. Kersani

L'ALERTE SUR LA GRIPPE A/H1N1 PASSE À LA PHASE MAXIMALE

Les mesures sanitaires renforcées en Algérie

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a annoncé, hier, dans un communiqué parvenu à notre rédaction le renforcement des mesures sanitaires contre la pandémie de grippe porcine A/H1N1, après que le niveau d'alerte eut été relevé à la phase six par l'Organisation mondiale de la santé.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - L'objectif de ces mesures sanitaires est de «limiter les risques d'importation du nouveau virus en Algérie, de détecter le plus précocement possible l'arrivée sur le territoire des premiers cas d'infection humaine pour mettre en place les premières mesures et stopper ou ralentir la transmission locale», lit-on dans ledit communiqué.

Il s'agit principalement de renforcer les contrôles au niveau des ports et des aéroports où des

équipes sont déjà en poste. En plus de ces mesures, il a été décrété la mobilisation totale de l'ensemble des services de contrôle sanitaire aux frontières ainsi que des hôpitaux de référence.

Les dispositions déjà en vigueur en Algérie portent sur le renforcement des mesures de surveillance avec notamment la mise en œuvre d'enquêtes épidémiologiques par les services concernés du ministère afin d'identifier la chaîne de transmis-

sion et de prendre les mesures de contrôle les plus adaptées, à savoir celles de prophylaxie et d'isolement ainsi que la prise en charge médicale de chaque cas au niveau de la structure de santé de référence de proximité, rappelle le communiqué.

A cet égard, tous les services de contrôle sanitaire aux frontières (ports, aéroports et voies terrestres) sont en alerte pour identifier tout cas suspect et des prospectus d'information sont distribués aux passagers arrivant en Algérie ou quittant le territoire national.

L'alerte est d'autant plus grande avec le rush attendu de la communauté algérienne vivant à l'étranger, notamment dans les

pays où plusieurs cas de grippe porcine ont été détectés.

Rappelant que l'Etat a mobilisé «tous les moyens nécessaires» pour faire face à une éventuelle pandémie, le ministère a insisté sur le «nécessaire respect» des règles d'hygiène, ajoutant que les voyageurs obligés de se rendre dans une région touchée par ce virus doivent se conformer aux recommandations sanitaires émises par le pays d'accueil.

Les autorités sanitaires tiennent également à souligner, qu'à ce jour, aucun cas n'a été signalé. Alors qu'au Maroc, un premier cas vient d'être détecté sur une jeune étudiante revenue du Canada.

L. M.

DANS LE CONTEXTE DE CRISE DE L'UNIVERSITÉ ALGÉRIENNE

Le budget de formation des étudiants doit être réhabilité

Le budget de formation de l'étudiant algérien n'excède pas actuellement quelques dizaines d'euros alors qu'il était de 700 dollars durant la décade 1980, selon l'enseignant-chercheur et syndicaliste Farid Cherbal qui estime que ce budget doit être réhabilité.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - A l'initiative de l'Ecole Ali-Mecili du Front des forces socialistes (FFS), l'enseignant-chercheur et syndicaliste Farid Cherbal, a dressé hier un diagnostic critique de l'université algérienne.

Avec 1,2 million d'étudiants et un corps enseignant de 31 614 enseignants, l'université, avec ses atouts et ses dysfonctionnements, traverse une crise endémique dont Farid Cherbal a explicité les raisons. Selon ce

syndicaliste, une politique nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, fixant les priorités stratégiques, fait défaut. Et de lier la crise actuelle notamment et fondamentalement à l'absence d'un budget de formation de l'étudiant (prise en charge de sa formation en termes de travaux pratiques, stages en milieu industriel et travaux de recherche). Si, ailleurs dans le monde, ces budgets représentent des montants en dizaines de milliers d'euros ou de dollars, en Algérie, ils ne représentent actuellement que 50 euros (de l'ordre de 5 000 dinars). Or, dira Farid Cherbal, ce même budget par tête d'étudiant était de 700 dollars durant les années 1980.

Poursuivant son analyse, cet enseignant a déploré la dissolution de l'ancien organisme national de la recherche scientifique ainsi que

la prévalence d'une gestion de l'université selon lui opaque, non démocratique et bureaucratique.

L'occasion pour Farid Cherbal d'estimer que la privatisation potentielle des établissements universitaires est un non-sens, voire un échec annoncé. D'autant, selon lui, que peu d'étudiants pourront accéder aux universités privées dont la formation est coûteuse, et que seul l'Etat peut assurer les conditions infrastructurelles requises. Au-delà de ce constat, l'enseignant-chercheur a insisté sur la nécessité de préserver l'ingéniorat, réhabiliter le budget de formation et refonder la contribution universitaire au développement économique et industriel productif, notamment dans les filières agroalimentaires, la santé publique et l'environnement.

C. B.

TRAVAIL DES ENFANTS

Des dispositions pénales plus sévères à l'encontre des parents

La lutte contre le travail des enfants avant l'âge légal et la sanction des parents permettant le travail de ces derniers sont parmi les textes introduits dans le projet du nouveau code du travail. Des dispositions pénales plus sévères sont prévues contre les contrevenants. C'est ce qu'a annoncé hier, le ministre du Travail et de la Sécurité sociale en marge de la célébration de la Journée mondiale contre le travail des enfants.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - C'est généralement la pauvreté des parents qui pousse le plus souvent les enfants à travailler et à négliger leurs études. C'est pourquoi, dorénavant, les parents seront surveillés à la loupe, à en croire le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, M. Tayeb Louh.

Ce dernier a annoncé hier, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale contre le travail des enfants, que les parents seront les premiers sanctionnés en permettant à leurs enfants de travailler avant l'âge légal. Les employeurs sont également

concernés par cette loi qui prévoit des peines d'amendes et qui sera bientôt soumise à l'Assemblée populaire nationale.

Notre pays, précisera le ministre, n'a pas lésiné sur les moyens de lutte contre ce phénomène, notamment à travers la loi d'orientation sur l'éducation nationale. Cette dernière stipule que l'enseignement est obligatoire et gratuit pour tous les enfants âgés de 6 à 16 ans.

Cette décision, selon M. Louh, a eu un impact significatif sur la diminution du fléau. Le projet du nouveau code du travail introduit également de nouvelles disposi-

tions relatives à la liste des travaux dangereux interdits par l'Organisation internationale du travail. Il s'agit notamment de l'exploitation des enfants dans les guerres, trafic de drogue ou encore dans des travaux immoraux (prostitution ou pédophilie). «Il faut reconnaître que notre pays n'enregistre pas ces cas de pires formes de travail des enfants», a estimé le ministre du Travail.

Toutefois, selon ce dernier, l'inspection du travail, la société civile et l'ensemble des acteurs concernés coordonneront leurs efforts sur les actions de prévention afin d'éliminer ce fléau. D'après les statistiques d'une enquête menée en 2008 par l'inspection du travail, le taux d'occupation d'enfants dans le secteur économique est très faible.

Ainsi, sur 4 820 organismes employeurs contrôlés employant 38 650 travailleurs, il a été enregistré 68 enfants moins de 16 ans soit

un taux de 0,17%. «Un taux très faible», a soutenu le ministre du Travail. Ces données ne doivent pas occulter le fait que beaucoup d'enfants travaillent au noir dans le secteur informel. Ils sont 1,5 million d'enfants selon les statistiques de la Forem, à être exploités dans le marché parallèle.

C'est d'ailleurs ce secteur qui, dorénavant, bénéficiera de toute l'attention des services concernés. D'après le ministre «L'inspection du travail et la société civile vont se mobiliser et coordonner leurs efforts dans les actions de prévention et de lutte contre le travail des enfants dans les secteurs informels». Si les chiffres attestent que le taux de scolarisation en Algérie est de 97%, ils sont en parallèle nombreux à envahir les marchés et les abords des autoroutes pour vendre toute sorte de marchandises.

S. A.